

S'ENGAGER PLUS FORT DANS L'ACTION

Le SNESUP appelle de longue date à une transformation des universités et à la constitution d'un vaste système public d'enseignement supérieur largement accessible aux étudiants, et répondant aux nombreux besoins de formation et de recherche de la société.

Il a, dès avant l'été, dit son opposition à la loi LRU, demandant son abrogation depuis sa promulgation en août. Il réclame la mise en chantier d'une loi programme en concertation avec les personnels universitaires et les étudiants qui permette d'améliorer le service public d'enseignement supérieur et de recherche qui subit un sous-financement chronique depuis de très nombreuses années. Les gouvernements successifs ont pris la responsabilité d'accumuler ainsi dysfonctionnements et colères des étudiants et des personnels.

Au moment où la mobilisation grandit avec des prises de conscience et des interventions des étudiants, la volonté du gouvernement de jouer à la fois de la provocation policière et de l'éclatement du front solidaire des opposants à la loi LRU est inadmissible. Les questions en débat, qui, pour le SNESUP, imposent l'abrogation de la loi LRU, appellent une négociation globale entre le gouvernement et tous les acteurs. L'initiative de la Ministre de l'Enseignement Supérieur de convoquer les présidents d'université et les seules organisations étudiantes le 15 novembre, à la veille de rassemblements, manifestations et grèves prévues pour le 16, jour de débat budgétaire à l'Assemblée Nationale, et de l'ouverture du **préavis de grève déposé par le SNESUP du 16 au 23 novembre**, relève d'une provocation supplémentaire. L'attitude du gouvernement est irresponsable.

Le SNESUP appelle ses sections syndicales à réunir des assemblées générales de personnels pour prendre des décisions d'actions, de grèves, dans l'unité des personnels (enseignants, chercheurs, BIATOS) et des étudiants à partir du 16 novembre.

Paris, le 14 novembre 2007 - 18 h 30

* * * *

Le SNESUP appelle à amplifier la mobilisation en cours contre la LRU, contre le projet de budget 2008, pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Il s'oppose à toute intrusion policière sur les campus qui vise à défaire par la force les décisions prises en AG. Il invite les syndiqués et les collègues à veiller au respect des personnes et à s'opposer à toute provocation. Il intervient pour que les universités soient ouvertes pour permettre les débats, AG et coordinations.

Il appelle à reproduire et à diffuser le plus largement possible cet appel.